

Conflits en Afrique : des raisons d'espérer ?

Tribune

13 janvier 2020

Par Patrick Ferras, directeur de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique, enseignant à IRIS Sup'



L'agenda 2063 de l'Union africaine (UA) passe par un certain nombre d'étapes. La plus connue s'articule autour de l'ambitieux projet « *Silencing the Guns by 2020*^[1] ». Il s'agit de mettre fin à toutes les guerres, aux conflits civils, à la violence sexiste et de prévenir le génocide sur le continent^[2]. Cette échéance devrait surtout montrer une tendance à la baisse des crises et conflits en Afrique plutôt que d'espérer un arrêt total.

Les Nations unies sont actuellement engagées dans 13 opérations de maintien de la paix avec déploiements de troupes dont sept^[3] en Afrique. Le volume des troupes déployées^[4] sur ce continent est de 72 113 hommes sur un total de 85 951, soit 84 %. Il faut y ajouter les 23 000 hommes engagés dans le cadre des missions de soutien à la paix mandatées par l'Union africaine^[5], ainsi que près de 15 000 hommes pour la Force conjointe du Sahel et de la Force multinationale mixte de lutte contre Boko Haram. Les récents événements meurtriers survenus entre novembre et décembre 2019 en Somalie, au Mali, au Burkina Faso, au Niger n'augurent aucune amélioration sécuritaire dans les prochains mois. Les tensions actuelles en Libye et les prises de position sur les objectifs que pourrait mener la Turquie ne prêtent pas à l'optimisme. Dix-sept pays africains^[6]

traversent donc une crise majeure au potentiel déstabilisateur pour les structures de l'État.

L'africanisation et l'appropriation africaine des mécanismes de paix et de sécurité sont en marche. L'Union africaine s'est dotée d'un certain nombre d'organes-clefs, le Conseil de Paix et de Sécurité, le Département Paix et Sécurité de l'UA, le Système d'alerte avancé. Une Force africaine en attente a été mise sur pied[7]. Afin d'intervenir plus rapidement, une Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (CARIC) a été créée suite aux événements qui se sont déroulés au Mali en 2013[8]. Il manque néanmoins trois éléments pour que la situation s'améliore : une volonté politique des États membres, l'autonomie financière, ainsi qu'une véritable refonte des services de renseignements.

Comment expliquer qu'une partie des 25 000 hommes de la Force africaine en attente ou de la CARIC n'ait pas été déployée au Mali ? Les exercices continuent, la feuille de route 2016-2020 sera remplacée par une autre feuille de route et l'emploi opérationnel n'a toujours pas eu lieu. Le vide laissé a permis la montée en puissance de coalitions *ad hoc* prenant le problème à bras le corps, mais avec des ressources limitées. Pendant ce temps, à Addis Abeba, on discute de l'intégration/harmonisation de la CARIC, du concept de coalition, etc. Et les partenaires financent depuis 2005 des programmes sans aucun résultat si ce n'est d'avoir une force qui demeure en attente !

La réforme des services de renseignement africains doit être une priorité. Focalisés sur la survie du régime en place, un grand nombre d'États ne disposent d'aucun moyen d'anticipation des crises. Pourtant, ce niveau de réflexion est nécessaire au titre de la bonne gouvernance et doit précéder la réforme des armées. Une politique de renseignement ne saurait se limiter à quelques achats sur étagère. Une décennie sera nécessaire pour enregistrer des résultats concrets dans ce domaine[9].

Silencing the guns by 2020 avait le mérite de fixer un cap même si l'échéance ne sera pas tenue. La réforme Kagame[10] a prévu de réunir les deux commissaires « Affaires politiques » et « Paix et sécurité » au sein de la Commission de l'Union africaine en janvier 2021. La bataille des nouveaux bureaux et la course au poste de commissaire est imminente alors qu'il manque des soldats sur le terrain. Après l'échec du déploiement d'une force africaine au Burundi en 2015-2016, l'Union africaine joue sa légitimité et sa survie dans les prochains mois.

Il existe un exemple important dont pourrait s'inspirer la renaissance africaine et qui illustre la nécessité d'une implication africaine plus importante dans les crises et les conflits. En 1998, l'Éthiopie attaquée par l'Érythrée n'a appelé personne au secours et ne s'est appuyée sur aucun partenariat de défense ou de coopération, mobilisant 300 000 hommes et femmes pour reconquérir son territoire...

[1] Faire taire les armes à feu d'ici 2020.

[2] www.au.int (consulté le 4 janvier 2020).

[3] Sahara occidental, Soudan du Sud, Soudan- Darfour, Abiyé, République démocratique du Congo, Mali et République centrafricaine.

[4] Nous ne prenons en compte que les effectifs de troupes déployées, les officiers d'état-major, les experts et les policiers. Données issues du site des Nations unies (août 2019).

[5] Initiative de coopération régionale de la lutte contre la *Lord's Resistance Army*, la force en Somalie – AMISOM -, la mission en Gambie.

[6] L'UA compte 55 États.

[7] Cinq brigades de 5 000 hommes chacune.

[8] Avec une capacité de déploiement de 5 000 hommes (treize États contributeurs).

[9] Lire à ce titre l'article de Abdillahi Mohamed Sanbalooshe, « *Somalia Doesn't Need Tears. Help Us Fight Terrorism* » du 26 octobre 2017.

[10] Le président du Rwanda.